



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC N°2025-22

Établi en application du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURE

ACQUISITION, LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET PRESTATIONS ASSOCIÉES D'UNE LIGNE ANALYTIQUE DE SPECTROSCOPIE INFRAROUGE COMPRENANT UN BANC DE MESURE ET UN MICROSCOPE COUPLE POUR L'ANALYSE D'ECHANTILLONS DE FAIBLE TAILLE AU PROFIT DE L'INSTITUT DE RECHERCHE CRIMINELLE DE LA GENDARMERIE NATIONALE (IRCGN) AU SEIN DE L'UNITE NATIONALE DE POLICE JUDICIAIRE DE LA GENDARMERIE NATIONALE A PONTOISE (UNPJ) (95)

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 16 pages numérotées de 1 à 16

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Allotissement du marché.....	4
1.4 - Organisme responsable du marché.....	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
3.1 - Durée du marché.....	5
3.2 - Délai d'exécution.....	5
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	5
4.1 - Définition des prestations.....	5
4.2 - Difficultés – problèmes.....	6
4.3 - Conditions d'exécution.....	6
4.4 - Défaillance.....	6
4.5 - « Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires».....	6
ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....	6
5.1 - Vérification quantitatives et qualitatives.....	6
5.2 - Décision après vérification.....	6
5.2.1 - Admission.....	6
5.2.2 - Réfaction.....	6
5.2.3 - Ajournement.....	7
5.2.4 - Rejet.....	7
5.2.5 - Transfert de propriété.....	7
ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE – GARANTIE-SERVICE APRES VENTE.....	7
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	7
7.1 - Unité monétaire.....	7
7.2 - Forme des prix.....	7
7.3 - Contenu des prix.....	8
ARTICLE 8 - CONTRÔLE DES PRIX.....	8
ARTICLE 9 - PÉNALITÉS.....	8
9.1 - Calcul des pénalités.....	8
9.2 - Prolongation des délais de livraison.....	8
9.3 - Exclusion des pénalités.....	8
ARTICLE 10 - AVANCE - ACOMPTE.....	8
10.1 - Avance.....	8
10.2 - Acompte.....	9
10.3 - Régime des paiements.....	9
ARTICLE 11 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT.....	9
11.1 - Facturation.....	9
11.1.1 - Transmission électronique.....	9
11.1.2 - Mentions obligatoires.....	10
11.2 - Certification « service fait ».....	10
11.3 - Paiement.....	10
11.4 - Récusation.....	10
11.5 - Comptable assignataire.....	10
11.6 - Intérêts moratoires.....	11
ARTICLE 12 - CESSIION - NANTISSEMENT.....	11
ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....	11
ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE.....	11

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 16 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 17 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 18 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	12
18.1 - Changement de situation du titulaire.....	12
18.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	12
18.3 - Travail illégal.....	12
ARTICLE 19 - ASSURANCE.....	12
19.1 - Mesures de prévention et de sécurité.....	13
19.2 - Traitement des données à caractère personnel (RGPD).....	13
ARTICLE 20 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	13
20.1 - Limitation des émissions de gaz à effet de serre et transports.....	13
20.2 - Documentation.....	14
ARTICLE 21 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION.....	14
21.1 - Horaires.....	14
21.2 - Obligation de discrétion et de sécurité.....	14
ARTICLE 22 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	14
22.1 - « Clause relative au recours au médiateur interne ».....	14
22.2 - Saisie de la juridiction compétente.....	15
ARTICLE 23 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS.....	15
ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition, la livraison, l'installation, la mise en service et les prestations associées d'une ligne analytique de spectroscopie Infrarouge, comprenant un banc de mesure et un microscope couplé pour l'analyse d'échantillons de faible taille au profit de l'Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale (IRCGN) au sein de l'Unité Nationale de Police Judiciaire de la Gendarmerie Nationale (UNPJ) à Cergy Pontoise (95). Les prestations accessoires comprennent l'assistance technique, la garantie, la formation et la documentation correspondante.

1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 38433000 → spectromètres

1.3 - Allotissement du marché

Dans le cadre du présent marché, il n'a pas été procédé à un allotissement pour les raisons ci-dessous, conformément au paragraphe 2 de l'article L2113-11 du code de la commande publique car la dévolution en lot séparé risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations :

1. Caractère indissociable et intégré de la solution technique attendue :

La ligne analytique de spectroscopie infrarouge constitue un ensemble cohérent, homogène et interdépendant, comprenant un banc de mesure et un microscope couplé devant fonctionner de manière parfaitement intégrée.

Le découpage en lots séparés (par exemple : acquisition de l'équipement, installation, formation, maintenance) compromettrait la compatibilité technique et la garantie de performance globale de la solution. Le bon fonctionnement de l'ensemble repose sur une configuration et une interopérabilité maîtrisées par un seul fournisseur.

2. Nécessité d'un interlocuteur unique pour la mise en service et la garantie :

L'ensemble des prestations (livraison, installation, mise en service, assistance technique, formation et garantie) sont étroitement liées.

Leur attribution à plusieurs opérateurs risquerait de générer des difficultés de coordination, de dilution des responsabilités et d'allongement des délais en cas de dysfonctionnement.

La maîtrise globale du système et la continuité du service nécessitent donc un prestataire unique.

3. Cohérence contractuelle et économique :

L'allotissement entraînerait une complexification du suivi administratif et technique, ainsi qu'un surcoût global lié à la gestion de plusieurs contrats et à la multiplication des interventions.

Un marché global permet d'assurer une meilleure cohérence économique, un pilotage simplifié, et une garantie unifiée couvrant l'ensemble des équipements et services associés.

4. Exigences de performance et de traçabilité propres aux activités de criminalistique :

Compte tenu du domaine d'emploi (analyses à finalité judiciaire réalisées au sein de l'IRCGN), il est impératif de garantir une traçabilité complète de la solution technique, de sa configuration et de ses performances analytiques. Cela impose un contrôle intégral par un fournisseur unique, seul à même d'assurer la conformité de la ligne complète aux exigences métrologiques et réglementaires applicables dans un contexte d'expertise judiciaire.

1.4 - Organisme responsable du marché

L'Unité Nationale de Police Judiciaire de la Gendarmerie Nationale - Bureau Appui Opérationnel – Section des Marchés Publics agit en qualité de R.P.A en particulier pour toutes les formalités suivantes :

- notification du marché,
- établissement des avenants,
- décompte des pénalités,

- résiliation du marché.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes par ordre de priorité décroissante :

- ◆ l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière ;
- ◆ le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- ◆ le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- ◆ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ◆ l'offre technique du titulaire,
- ◆ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seul foi.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

3.1 - Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de la date de notification jusqu'au dernier jour de la garantie (extension comprise si la PSE a été retenue par l'acheteur).

3.2 - Délai d'exécution

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une livraison et mise en service du matériel dans un délai de six (6) mois maximum.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

4.1 - Définition des prestations

L'acquisition comprend (avec la livraison, l'installation, la mise en service et la garantie) :

- un banc infrarouge ;
- un microscope optique couplé au banc ;
- un matériel informatique (logiciel).

Les prestations associées correspondent :

- ✓ la formation d'au moins une journée pour 5 personnels ;
- ✓ la documentation ;

Une Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE) obligatoire « extension de garantie d'un an

supplémentaire ».

4.2 - Difficultés – problèmes

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent marché sont communiquées dès leur survenance au RPA ou son représentant par écrit (lettre, courriel...).

4.3 - Conditions d'exécution

Les prestations demandées sont décrites dans le CCTP.

4.4 - Défaillance

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent marché, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

4.5 - « Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables » et au label RFAR et / ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la « charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de celui-ci, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

5.1 - Vérification quantitatives et qualitatives

Les vérifications quantitatives s'effectuent à compter de la réception des fournitures pour l'admission des prestations. Ces vérifications se déroulent au sein de l'Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS "déroulement des opérations de vérification qualitatives", les opérations de vérification qualitatives seront réalisées conformément à l'article 5 du CCTP.

5.2 - Décision après vérification

5.2.1 - Admission

Par dérogation à l'article 30-1 du CCAG/FCS, la décision d'admission de l'ensemble des équipements est validée à l'issue de la réussite de la mise en service (article 5 du CCTP).

5.2.2 - Réfaction

Par dérogation à l'article 30-3 du CCAG/FCS, aucune admission avec réfaction ne peut être prononcée.

5.2.3 - Ajournement

Il est fait application stricte de l'article 30-2 du CCAG/FCS.

5.2.4 - Rejet

Il est fait application stricte de l'article 30-4 du CCAG/FCS.

5.2.5 - Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE – GARANTIE-SERVICE APRES VENTE

Conformément à l'article 33 du CCAG/FCS, une garantie légale de 1 an de bon fonctionnement de l'ensemble du système est demandée à compter de sa date de mise en service. Cette garantie doit s'appliquer à tous les défauts visibles ou non des matériaux et des équipements fournis, à tous les vices de construction et de conception. Elle inclut hors consommables, le transport des matériels « aller et retour » ainsi que tous frais de douanes entre le lieu de livraison, ou son échange standard.

Le titulaire précise dans son offre les prestations supplémentaires qu'il prévoit dans la garantie légale le cas échéant (main d'œuvre, déplacements, SAV des matériels, ...).

Dans l'hypothèse où le matériel ne pourrait pas être réparé, le titulaire devra, durant la période de garantie, fournir à ses frais un appareil de performances équivalentes.

Les prestations de service après-vente s'exécutent durant la période de garantie. Le SAV et support technique devra être joignable aux jours et aux ouvrables (du lundi au vendredi de 8h à 18h) ou par courriel. Il est demandé une réponse dans un délai de 48 heures par un service d'assistance expérimenté, installé en France et s'exprimant en langue française.

Les conditions du service après-vente sont décrites dans l'offre du Titulaire.

Le titulaire s'engage, via une attestation, sur une garantie pour la fourniture des pièces détachées pendant 10 ans à compter de la date d'installation.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

7.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du marché.

7.2 - Forme des prix

Les prix sont :

- forfaitaires, fermes et définitifs pour l'ensemble des équipements et les prestations associées ;
- forfaitaires, fermes et définitifs pour la PSE si cette dernière est retenue ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (taux de T.V.A. applicable en France indiqué à part : 20 %) ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres (**soit Novembre 2025**)

7.3 - Contenu des prix

Les prix comprennent :

- l'ensemble des prestations détaillées au CCTP ;
- tous les matériels, produits et accessoires relatifs aux prestations à effectuer ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droits de douane et procédure ;
- toutes charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation ;
- les frais de transports éventuels, frais et taxes diverses afférents aux prestations faisant l'objet de ce marché.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DES PRIX

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

ARTICLE 9 - PÉNALITÉS

9.1 - Calcul des pénalités

Compte tenu de l'objet du marché, de l'obligation de résultats, outre le non paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance ou retard, sont calculées comme suit :

$$P = V \times R / 1000$$

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée (prix de règlement des prestations en retard)

R = nombre de jours de retard

9.2 - Prolongation des délais de livraison

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, et pour pouvoir bénéficier éventuellement d'une prolongation du délai d'exécution, il doit se conformer aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS. Il lui appartient de signaler au RPA, avant l'expiration des délais contractuels, les causes qui n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché.

9.3 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce marché ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le commandant de l'UNPJ ou son représentant toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

ARTICLE 10 - AVANCE - ACOMPTE

10.1 - Avance

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique en vigueur, il est accordé au titulaire (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement) le versement d'une avance d'un montant de 50 %.

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement et s'applique dès la mise en paiement de la première facture de l'année en cours.

10.2 - Acompte

Il est fait application des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique en vigueur.

10.3 - Régime des paiements

Il est fait application des articles R. 2191-23 à R. 2191-26 du code de la commande publique en vigueur.

ARTICLE 11 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT

11.1 - Facturation

11.1.1 - Transmission électronique

Dans le cadre de la modernisation de l'État, l'administration a décidé de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures. **Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous format électronique s'impose depuis le 1^{er} janvier 2020 à l'ensemble des catégories d'entreprises des titulaires ainsi que les sous-traitants (des grandes entreprises aux microentreprises).**

Par conséquent, toute facture en format papier envoyée directement à tout service d'administration centrale de la gendarmerie nationale sera rejetée.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions suivantes :

- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact / rubrique « nous contacter »

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État. Celui-ci doit être priorisé par rapport à tout autre mode de transmission.

11.1.2 - Mentions obligatoires

Pour le traitement de chaque facture, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

<p><u>Au titre du code général des impôts¹ :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Date de facture• Numéro d'Identifiant unique de la facture• Raison sociale et adresse• SIRET ou, à défaut, SIREN• Montant TTC et HT• Taux de TVA appliqué et montant• Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir <p><small>1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI</small></p>	ET	<p><u>Pour le traitement de votre facture :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) sur la lettre de notification du marché (le cas échéant).• Le code du service exécutant (*) (code SE / <u>MI0PTF1075</u> et) Ce code service exécutant ne comprend que des zéros et aucun o (y compris dans MI0PTF1075...)• la date de livraison (obligatoire)
--	----	--

(*) Ce numéro permet à l'organisme payeur concerné (CPFi) d'identifier de manière automatique le service et l'imputation budgétaire concernés et reste une condition nécessaire pour un traitement rapide.

11.2 - Certification « service fait »

Le procès-verbal d'admission établi par le service prescripteur (UNPJ) vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

11.3 - Paiement

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Celui-ci est effectué par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants le cas échéant.

Le délai maximum de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.4 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

11.5 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

11.6 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

ARTICLE 12 - CESSIION - NANTISSEMENT

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-45 à R. 2191-61 du code de la commande publique en vigueur, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT du marché sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

Le marché ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Sans-objet

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles 38 à 43 du CCAG/FCS sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 8 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 16 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA – **section marchés des marchés publics** – par courriel (smp.bba.unpj@gendarmerie.interieur.gouv.fr) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 45 du CCAG/FCS qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce

dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

Le R.P.A. (smp.bba.unpj@gendarmerie.interieur.gouv.fr) est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent marché.

L'interlocuteur privilégié du titulaire du marché pour tous les aspects techniques relatifs aux prestations sera communiqué dans le courrier de notification.

Adresse :

1. UNITÉ NATIONALE DE POLICE JUDICIAIRE DE LA GENDARMERIE NATIONALE (UNPJ)

Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale
Division Nationale d'Expertise Numérique - Département Véhicules
Plot 3 – Rez-de Chaussée Bas - 5 Boulevard de l'Hautil - 95000 Pontoise

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

18.1 - Changement de situation du titulaire

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un avenant s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution du marché nécessitent la passation d'un avenant.

18.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Application stricte de l'article 6 du CCAG/FCS et de la réglementation en vigueur dans le Code du Travail et règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

18.3 - Travail illégal

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail pour un titulaire établi en France ou D.8222-7 pour un titulaire établi à l'étranger, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à

compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

ARTICLE 19 - ASSURANCE

Le titulaire justifie dans le mois suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, de l'administration, des matériels et bâtiments en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à la Gendarmerie.

19.1 - Mesures de prévention et de sécurité

Le titulaire s'engage à respecter les règles de l'hygiène et de la sécurité du travail et particulièrement les spécifications du protocole de sécurité. Celui-ci sera réalisé en concertation avec le chargé de prévention du site, conformément à l'instruction n° 300611 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998.

19.2 - Traitement des données à caractère personnel (RGPD)

Préambule – précisions terminologiques

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et abrogeant la directive 95/46/CE et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) du présent marché et le sous-traitant est le titulaire du marché.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement des données à caractère personnel définies ci-après.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter les prestations.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, le RPA pourra mettre à la disposition du titulaire les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement de ses agents ou de leurs interlocuteurs. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent marché et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le RPA de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Cet article déroge à l'article 5.2.3 des CCAG-FCS rendu obsolète par l'entrée en vigueur du

ARTICLE 20 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

20.1 - Limitation des émissions de gaz à effet de serre et transports

Dans le but de limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES) produites dans le cadre des activités du présent marché, le RPA accorde une attention particulière à toutes les actions mises en place par le titulaire pour limiter ces émissions.

En matière de livraisons et de déplacements, le titulaire s'engage à privilégier les transports les moins émetteurs de GES.

20.2 - Documentation

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) ou à défaut sur supports en papier recyclé ou écolabelisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

ARTICLE 21 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION

21.1 - Horaires

Le site de l'UNPJ situé à Pontoise est une enceinte militaire. Par arrêté du 6 mars 2018, les locaux ont été classés en zone protégée dont l'accès est soumis à des mesures de sécurité renforcées, conformément à l'article 5.3 et suivant du C.C.A.G./F.C.S.

Conformément à l'article L114-1 du code de la sécurité intérieure, l'autorisation d'accès à la zone protégée du UNPJ peut être précédée d'enquêtes administratives destinées à vérifier que le comportement des personnes physiques ou morales intéressées n'est pas incompatible avec l'exercice des fonctions ou missions envisagées.

Avant toute intervention, le titulaire fera parvenir les pièces d'identité des personnels appelés à pénétrer dans cette enceinte ainsi que l'immatriculation du véhicule ou le nom du transporteur.

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses préposés le règlement applicable :

- les horaires d'accès (du lundi au vendredi, sauf les jours fériés, de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00) ;
- le contrôle du contenu du véhicule ;
- le code de la route (vitesse réduite à 20km/h, stationnement sur les emplacements prévus, etc)
- le port du badge apparent obligatoire ;
- L'interdiction de laisser des colis sans surveillance sous peine de destruction.

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire peuvent faire l'objet d'un contrôle sur place.

Les véhicules peuvent être soumis à un contrôle de sécurité (contenu). Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion du site sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

21.2 - Obligation de discrétion et de sécurité

Une obligation de discrétion est imposée aux membres du personnel de la société ayant eu accès aux informations qu'ils ont recueillies à l'occasion des études menées dans le cadre de la consultation et de l'exécution de leurs prestations sur les lieux d'intervention.

ARTICLE 22 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

22.1 - « Clause relative au recours au médiateur interne »

« Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

*M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur
place Beauvau
75800 Paris Cedex 08.*

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels. »

22.2 - Saisie de la juridiction compétente

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce marché :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE

2-4 bd de l'Hautil

BP 30322

95027 CERGY PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 23 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes et toutes taxes comprises (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) comprenant tous les frais liés à l'importation et au transport à destination.

Il acquitte, lui-même, la taxe exigible au titre de la livraison par son représentant fiscal en France.

A cet effet, la raison sociale de la société et le nom de son représentant fiscal en France doivent figurer en qualité de destinataires sur la déclaration d'importation ou sur les autres documents justificatifs.

Résiliation :

Sera considérée comme cas de force majeure, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Numéro d'article dérogeant au CCAG/FCS	Numéro d'article du CCAG/FCS
Article 5.1 Vérification quantitatives et qualitatives	article 28
Article 5.2.1 Admission	article 30-1
Article 5.2.2 Réfaction	Article 30-3